

# La guerre des classes

bulletin de l'association des Amis de l'Egalité

BP30934 41009 Blois cedex

HIVER 2005

[www.lesamisdelegalite.org](http://www.lesamisdelegalite.org)

webmestre : [lesamisdelegalite@free.fr](mailto:lesamisdelegalite@free.fr)

Les médias de l'impérialisme étasunien donnent le 'la'. CNN titre : Guerre civile à Paris. CNN ( télévision ) diffuse en boucle des images des banlieues où ça flambe. Les commentateurs parlent de vidéo game. Et pourtant, c'est bien la réalité.

Les émeutes de la misère et de la haine viennent de loin. Il faudrait être aveugle et sourd pour ne pas comprendre que ce qui ne peut s'exprimer sur le terrain légitime de la lutte politique trouve à s'exprimer sur celui du désespoir et du n'importe quoi. Une habitante de ces cités où les incidents ont commencé, expliquait qu'il faudrait que les jeunes et les moins jeunes en colère expriment par la manifestation de rue et dans des réunions ce qu'ils ont à dire...

Mais cela a été fait et refait, sous tous les gouvernements de droite comme de gauche ( ? ) depuis 30 ans ! Tant qu'il s'agit de manifestations pacifiques, marches des beurs et de discussions sans conséquences, personne n'en a rien à foutre. De la même façon que personne, à gauche comme à droite dans les partis de gouvernement, ne veut tenir compte des résultats du référendum du 29 mai, et des élections qui se succèdent depuis 2001. En 2002, les médias et les partis officiels de droite comme de gauche plurielle ou radicale ont tous crié haut et fort que pour ne pas avoir Le Pen, il fallait voter Chirac ! Chirac et Sarkozy sont bien là, qui ont déjà appliqué 16 des 30 propositions du FN :

- à l'heure où l'état d'urgence, hérité d'une loi coloniale de 1953 contre la libération du peuple Algérien, prépare l'opinion et les mentalités à une situation de dictature larvée, conduisant droit à la guerre civile.

- à l'heure où la réponse du gouvernement C.V.S. ( Chirac - Villepin - Sarkozy ) face aux grévistes de la SNCF

est l'envoi du GIGN et des CRS, armés jusqu'aux dents.

- à l'heure où un tribunal décide qu'une grève est illégale parce qu'elle serait politique ( salariés de la RTM de Marseille ) que reste-t-il à la population et aux salariés pour se faire entendre et pour faire changer ce monde qui va droit dans le mur ?

Notre société a de la fièvre ? Cassons le thermomètre ! Voilà la réponse de la bourgeoisie qui plébiscite Sarkozy. Le chômage progresse en France comme en Europe ? Cassons les indicateurs, pour montrer qu'il baisse partout, même si personne n'y croit. La précarité envahit la vie de millions de familles ? Votons des lois qui imposent plus de précarité.

les ruines de leurs pays , ça accepte la précarité sous payée, les stages non payés ... Pour les faux jeunes, la solution Sarkozy vient des USA : c'est la tolérance zéro, nouvelle version de la criminalisation de tout ce qui peut perturber l'ordre capitaliste qui doit régner. Tu voles une pomme et si tu récidives, la Loi te condamne à la prison à perpétuité. Ce n'est pas la valeur de la pomme qui est en question, c'est l'atteinte à la propriété privée qui est inacceptable pour les possédants .

Les gouvernants nous disent qu'il n'y a pas d'argent dans les caisses de l'Etat, et que l'argent des impôts sert tout juste à payer les intérêts de la dette de l'état bourgeois. Mais où est passé cet argent ? Qui en profite ? Pas les cités de banlieue, pas les salariés qui sont au SMIC, pas les stagiaires que l'on ne paye pas ... Alors ? Ce fric, il est passé où ?

Et pourquoi, pendant ce temps, l'Etat fait-il des cadeaux au MEDEF, au patronat et aux familles les plus riches, en baissant leurs impôts et en détournant les fonds publics au profit d'intérêts privés ?

Il est plus que temps que ceux qui vivent dans les beaux quartiers rendent des comptes sur leurs fortunes et le pillage des fonds publics. Alors , racaille ou pas racaille ? En 1871, après la Commune de Paris, les Communards avaient repris une chanson de J.B. CLEMENT qui disait :

**C'est la canaille, eh bien j'en suis !**

Ils sont des nôtres ! L'état d'urgence levé, exigeons la libération de tous les jeunes emprisonnés et l'arrêt des comparutions immédiates, alors que les principaux 'voleurs et casseurs' siègent



SCENES DE VIOLENCE DANS LES BANLIEUES.  
ENCORE DE VOITURES DETRUITES.

C'est la démarche du gouvernement et du MEDEF, secouru par une gauche de gestion du capitalisme.

Pour Sarkozy et le gouvernement auquel il appartient, il y a des faux jeunes. Un vrai jeune, ça ne se révolte pas, ça accepte le renvoi des sans-papiers dans

dans les conseils d'administration et au gouvernement.

Mr Peyrelevade, ça vous dit quelque chose ? Ce Monsieur est responsable du crack du Crédit Lyonnais, qui coûte au contribuable

l'équivalent de 6 millions de voitures brûlées ! Qui dit mieux ?

## OGM FAUCHEURS VOLONTAIRES

La lutte a commencé à Nérac en janvier 1998; nous sommes en 2006. Nous étions présents à Orléans les 27 et 28 octobre 2005, jours du procès des faucheurs volontaires d'OGM.

Un premier bilan, intéressant à plus d'un titre, a été dressé par René Riesel dans un livre qui porte le titre : déclarations sur l'agriculture transgénique et ceux qui prétendent s'y opposer ( éditions de l'encyclopédie des nuisances - 80 rue de Ménilmontant 75020 Paris - prix: 9,50 € )

L'objet de cet article n'est pas de résumer ce livre qu'il faut lire et relire. Nous ne pouvons pas, 4 ans après sa parution, ne pas nous poser la question de savoir si cette lutte se fait entendre et si elle ne rate pas sa cible en restant dans les enceintes des tribunaux ?

René Riesel nous dit page 88 : " Ceux qui prétendent qu'il serait possible de 'sortir des OGM' - dans quel état ? - mentent, se nourrissent d'illusions, ne savent pas de quoi ils parlent, ou font tout cela à la fois. On ne sortirait même pas des OGM à la façon dont certains rêvent encore de sortir du nucléaire - en sachant cohabiter pour quelques millénaires avec des poubelles radioactives, les sarcophages fissurés et les cimetières marins de la Baltique - mais en s'appêtant à comptabiliser tout de suite et jusqu'à la fin des temps, les effets mutagènes, directs et indéfiniment recombinaisons, y compris en dehors du règne végétal, de la pollution génétique végétale dont la caractéristique non contestée est d'être au moins irréversible. "

Encore un mot sur ces procès où les 'empoisonneurs' sont les plaignants, et les empoisonnés les ' coupables ' L'empoisonneur est identifié. Et il n'en est pas à son coup d'essai ( page119 ): " Monsanto, célèbre pour avoir été le principal producteur de l'agent orange, l'efficace défoliant de la guerre du Viêt-Nam, a également conçu et fabriqué depuis 1901 de nombreux désinfectants, spécialités pharmaceutiques et pesticides réputés pour leurs propriétés cancérigènes ou leur teneur en dioxine . Rien ne saurait ternir un tel palmarès "

Il y a des combats qui ne doivent pas se mener comme si nous étions entre gens de bonne compagnie, en train de discuter de choses 'discutables'. Le progrès des cimetières n'est pas discutable.

**dernière minute :** 1 Monsanto fait vider le compte bancaire de la Confédération paysanne. 2 le tribunal d'Orléans rend son jugement dans le procès des 49 faucheurs volontaires d'OGM. Il déboute Monsanto de sa demande. Une amende de 6 192,- € est tout de même prononcée à l'égard des faucheurs volontaires pour dégradation d'un bien privé ! Ca s'appelle relaxe !

## DU TRAVAIL POUR LES PAUVRES

Des flics des renseignements généraux dans l'enceinte de la faculté de Tours, accompagnés du secrétaire général du-dit lieu (ancien gendarme reconverti en fouine chez la chienlit étudiante) ça ne s'était pas vu depuis quand ?

Il y avait une vieille loi (morale) qui interdisait à la police d'entrer dans les églises et les facs. Apparemment il n'en est rien lorsqu'un groupe de dissidents appelle à la désobéissance directe (lire l'appel sur le site des Amis).

Comme quoi, les choses bougent, les bonnes traditions ne sont plus respectées, alors le mode d'action va changer lui aussi.

Les Potes de l'Egalité sont nés à Tours, suite à la défaite d'une lutte contre l'expulsion d'un étudiant malien. Les mêmes schémas d'actions se répètent et avortent depuis trente ans. Les mêmes pieds sur le bitume avec les mêmes illusions, et puis les mêmes bonnes consciences une fois que tout est remballé pour les vacances. Mais l'état policier s'installe, lui ! Il évolue, il expulse, il matraque, il réprime toujours un peu plus. Certains poisons à petites doses ne sont pas toujours mortels, comme le fascisme.

Il y a une composante essentielle à cerner aujourd'hui : nous ne sommes pas dans une situation semblable à celle de Mai 68, des grèves de 95 ou autres. Aucune étiquette révolutionnaire affichée dans la rue. Aucun syndicat représentatif des masses ouvrières et étudiantes. Les mentalités ne sont plus les mêmes, aplaties par vingt ans de socialisme bourgeois et capitaliste, vendues aux médias dominants, poussées à la démerde individuelle.

Pourtant ça bout dans les chaumières. La partie se jouera, mais pas avec les cartes d'antan. Elle prendra une autre tournure dans l'organisation (peut être d'auto-organisation pour une fois) et dans le combat quotidien. Les Potes de l'égalité entendent donc faire sonner un autre son de cloche sur l'université et sur la ville de Tours, avec tous les autres groupes de dissidents (des bâtons dans les rues, radio révolution ...)

Premier combat, le restaurant universitaire (RU) du site des Tanneurs (principalement pour les étudiants en sciences humaines). Il est inacceptable que ce restaurant, sous prétexte de « ne faire que réchauffer la nourriture », soit mauvais de la qualité à la quantité, jusqu'à l'odeur nauséabonde de friture dans la salle par manque d'aération. Nous avons testé le RU de médecine qui, pour un prix identique, nourrit bien mieux et plus. Comprendons qu'il faut dès à présent couvrir la génération gouvernante montante. Alors, à la guerre des classes nous faisons l'écho de la guerre au RU des pauvres !

Et puis, il faut aussi débarrasser les murs des publicités immondes de Coca Cola et de l'OFUP, les mandarins du savoir des estrades, la précarité et la misère, les patrons qui nous exploitent. Enfin du travail pour les pauvres...

Les Potes de l'égalité, Tours

Mardi 31 Janvier 2006 à 20 h Auditorium Abbé Grégoire à Blois

Pierre Rimbert vient animer une conférence / débat sur le thème

### Médias et traitement du social Les mouvements sociaux face aux médias

Pierre RIMBERT est chercheur en sciences sociales, collaborateur du Monde diplomatique, auteur de ' Libération : de Sartre à Rothschild', animateur du journal PLPL, bi-mensuel critique des médias, animateur d' ACRIMED [www.acrimed.org](http://www.acrimed.org) , sa vitrine universitaire surveillée de près par ceux qui sont dénoncés.

Jamais dans l'histoire, les médias n'ont autant suscité l'appétit des responsables des grands groupes industriels, défendant leur vision libérale de l'Economie, de la Culture et des rapports sociaux. Au point qu'en France, + de 80% de la presse écrite leur appartient. Dissimulés derrière une façade de discours ' démocratiques ', ces personnages considèrent que le citoyen ne mérite pas d'accéder à une bonne intelligence des informations sensibles, qui permettrait l'exercice direct de la démocratie. Les opinions sont ainsi nourries des produits servant aux intérêts particuliers des intérêts industriels et financiers. ' Ce que nous vendons à Coca Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible ' a dit le PDG de TF1, le dénommé le Lay.

Pierre RIMBERT vient nous parler de ces dérives mercantiles à l'évidence contraires à l'intérêt du Peuple et cautionnant la diffusion de la pensée de marché par la presse.

Les journalistes sont pris dans les mouvements sociaux. Ils font partie des 10 % des salariés les mieux payés, leur recrutement social se situe dans les couches élevées de la population. Ils partagent ainsi la sensibilité des dominants, ont un jugement globalement hostile aux grévistes et aux classes populaires. Il s'agit pour eux d'une contrainte inconsciente très efficace, car elle fonctionne toute seule.

"Dans son état actuel, la presse est devenue plus un obstacle qu'une aide à la vie démocratique". Alain Accardo

### L'énergie au centre des batailles à venir...

La privatisation ( même partielle ) d'EDF et de GDF pose de nombreuses questions, tant en France que dans le reste du monde. Avant que ce secteur ne soit nationalisé (après la 2e guerre mondiale), il existait de multiples sociétés privées, dont les archives ( conservées par EDF depuis sa nationalisation ) montrent clairement que leur unique but consistait à ' faire du fric '. La composition des conseils d'administration de ces sociétés, ainsi que la collaboration avec l'occupant nazi de 1940 à 1944, montrent le peu de soucis du ' bien public ' que développaient ces sociétés. On nous présente le retour au privé comme une nouveauté, et comme la solution miracle indispensable à l'avenir de ce secteur ' vital et sensible '. L'ouverture du capital d'EDF (même limité à 15% dans un premier temps) est le retour de ce secteur dans la poche des 200 familles. Pour autant, peut-on passer sous silence la politique ' coloniale et prédatrice ' d'EDF en Afrique et dans divers pays en mal de développement ? Peut-on prôner une politique de ' bien public ' en France , et se taire sur les ravages que les rachats de petites sociétés d'énergie par EDF impliquent dans les pays qui tentent d'accéder à une indépendance énergétique légitime ? Peut-on également être CONTRE la privatisation et POUR l'achat d'actions ? ( émises dans le cadre de cette privatisation ) Qu'en-est-il des tractations au sommet entre le 1er ministre et les responsables des syndicats, sensés représenter les intérêts des salariés ? Il y a déjà eu un référendum interne à EDF qui a désavoué les directions de la CGT , quelles en ont été les suites ?

La gauche de gouvernement nous parle de renationaliser EDF, si elle revient au pouvoir. A-t-on déjà oublié que c'est Jospin et son gouvernement, lors d'une réunion européenne à Barcelone, qui a accepté le principe de l'ouverture du ' marché de l'énergie ' à la libre concurrence ? Quel crédit accorder à ceux qui ont négocié et signé les traités européens imposant le démantèlement des services publics au profit du ' marché libre et non faussé ' ? Les ministres du PCF présents dans ces gouvernements ont-ils à cette époque démissionné ?

Une dernière question mérite réflexion : à l'heure où la direction de la CGT faisait pression sur les travailleurs de la SNCM ( Marseille ) et obtenait la reprise du travail contre la volonté des salariés en grève, qu'allait ' négocier ' B. Thibault chez Villepin ? Les organisations syndicales bénéficient dans le

cadre d'EDF d'une situation ancienne, qui leur permet de disposer d'un important nombre d'heures payées par la direction de l'entreprise pour l'activité syndicale.

Ce qui pourrait être un acquis des salariés dans leur lutte contre le capitalisme, ne devient-il pas un objet de négociation et une monnaie d'échange entre les syndicats et le gouvernement pour museler les travailleurs et obtenir la paix sociale chère au MEDEF ?

Toutes ces questions légitimes doivent être discutées librement afin de comprendre pour agir.

à suivre ...



Il est né cet Automne, le site internet de l'Association des Amis de l'Egalité, à ingurgiter sans modération. Vos contributions sur notre adresse mail : [lesamisdelegalite@free.fr](mailto:lesamisdelegalite@free.fr), permettront de nourrir le libre débat toujours nécessaire à la compréhension des enjeux qui nous attendent, pour agir utilement.

### **Qui m'avait souhaité une "BONNE ANNÉE 2005"... Râté !**

- Les contrôles généralisés, la répression policière, les rafles de sans-papiers
- Les expulsions du territoire, les morts de froid
- L'expulsion de ceux qui ne peuvent plus payer leur logement
- L'augmentation du chômage et le trucage des statistiques
- La lutte contre les chômeurs et chômeuses, plutôt qu'une lutte contre le chômage
- La précarité généralisée, les "ordonnances Villepin" (CNE, contrat défense, etc.)
- La haine médiatique, l'arrogance des "représentants" politiques
- La discrimination sous toutes ses formes...
- Les 20 ans des "Restos du coeur" - 20 ans d'institutionnalisation de la précarité
- La violence des institutions, depuis l'école jusqu'aux médias
- Le tabou autour de la justice et de la police, l'ingérence policière
- L'intoxication médiatique autour du référendum du 29 mai
- La casse des acquis sociaux, la privatisation d'EDF
- La privatisation des autoroutes, au moment où elles deviennent rentables
- L'intervention du GIGN et du GIPN contre des grévistes, à Marseille et à Bègles
- La remise en cause du droit de grève, via le "service minimum"
- La criminalisation des mouvements sociaux, des lycéens aux "anti-biométrie"
- Les "lois Sarkozy", véritable remise en cause des libertés individuelles et collectives
- La construction de nouvelles prisons
- L'état d'urgence et les couvre-feux
- La "loi du 23 février", sur le rôle positif de la colonisation

Depuis 2002, date à laquelle la droite a été élue avec l'aide de la " gauche " pour faire barrage à l'extrême droite, 16 des 30 propositions de campagne du Front National ont été appliquées. Elles concernent principalement l'immigration, la police et la justice :

- La famille comme seul lieu de prévention de la délinquance
- Expulser les délinquants étrangers
- Organiser l'inversion des flux migratoires
- Augmenter les moyens matériels de la police
- Améliorer la rémunération des policiers et des gendarmes
- Unifier, renforcer les services de police et leur accorder soutien et considération
- Développer les contrôles fiscaux et douaniers
- Sanctionner les manifestations publiques dites "d'incitation à la violence"
- Rétablir les juges de paix - Réduire les délais des procédures de justice
- Organiser une coopération étroite entre police et justice
- Rééchelonner la hiérarchie des peines
- Emprisonner les mineurs
- Faciliter les contrôles d'identité
- Construire 13 000 nouvelles places de prison

**Assez ! Réagissons, et agissons ! Réveillons-nous, Solidarisons-nous ! ...**

**La suite dépend de nous !**

***Alors, Bonne Année 2006 ?***